



CIBLE

Reniement

Le 8 avril 2008, sous les applaudissements de la gauche, on entendit ceci à l'Assemblée nationale : « *Car si notre pays renonçait à son autonomie de jugement au sein de l'Alliance, c'est l'ensemble de l'Europe - pas simplement la France - qui se trouverait en situation d'alignement sur les États-Unis* ».

« *L'Otan est dans une fuite en avant, ses missions l'éloignent de ce qu'elle est et doit rester - une alliance militaire - pour la faire devenir l'organisation politique de l'Occident.* »

Qui parlait ainsi ? François Hollande, qui défendait alors une motion de censure déposée par le Parti socialiste et qui affirmait que « *dans une démocratie digne de ce nom* », le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan aurait été décidé après un « *vaste débat dans le pays, et un vote solennel au Parlement.* »

En 2012, François Hollande s'est renié en acceptant le fait accompli sans susciter un débat national et un vote solennel. La France n'est toujours pas « *une démocratie digne de ce nom* » et elle ne fait plus entendre sa voix dans l'Europe tout entière.

Marché transatlantique

Le piège germano- américain

Libye

Un prince
prêt à servir

p. 2

Idées

Pierre Manent
et Montaigne

p. 9

Courrier des lecteurs

Sidéré, c'est bien le terme qui convient le mieux lorsque j'ai pris connaissance des textes adoptés lors du 33^e Congrès. Oui, sidéré, je l'ai été concernant la motion « **pour l'Écologie Politique** » non que l'idée soit contestable en soi, mais ce sont les prémisses sur lesquels repose l'argumentation qui posent problème.

Déclarer sans nuances « *la mondialisation ultra-libérale est l'une des causes de la crise écologique. Les travaux du GIEC sur l'évolution des climats mettent en évidence, sans ambiguïté les dégâts que l'activité humaine provoque sur le climat planétaire depuis plusieurs années* », c'est abandonner tout esprit critique pour se réfugier dans le conformisme intellectuel ambiant. Prendre comme référence les travaux du GIEC relève pour le moins de l'imprudence quand on sait que ces travaux sont depuis plusieurs années, et dans le monde entier, l'objet de contestations tant sur la méthodologie utilisée que sur les preuves qui ont été entachées de manipulation.

Certes, il est tentant, pour ne pas dire démagogique, d'accuser le capitalisme ultra-libéral de tous les péchés d'Israël. On est sûr d'obtenir le suffrage de tous les anticapitalistes primaires. Loin de moi l'idée d'exonérer l'ultra-libéralisme de ses désastres environnementaux et

humains. Mais, la liaison de celui-ci aux modifications du climat de la planète est loin de constituer une évidence scientifique. Quel que soit le combat que l'on veut mener, on ne tire rien de positif à affirmer des faits dont on n'est pas assuré de leur réalité. Ce qui aggrave la situation, c'est que cette affirmation ne relève pas d'un écrit isolé en engageant la responsabilité d'un collaborateur mais d'une motion adoptée en Congrès.

Ce qui fait débat, comme évoqué plus haut, c'est que les affirmations du GIEC, dans leur état actuel, ne font pas l'unanimité du monde scientifique comme on tente à tort de nous le faire croire, loin s'en faut. Les arguments opposés ne manquent pas et sont particulièrement documentés. Les informations existent et sont disponibles pour qui veut exercer son esprit critique.

La seule manière possible de sortir de cette controverse est le retour aux préceptes scientifiques de base. Les publications doivent contenir non seulement des affirmations ou des propositions appuyées par des preuves scientifiques mais aussi reporter honnêtement et loyalement toutes les objections, les critiques et les conclusions qui peuvent leur être opposées. Les conclusions doivent être justifiées par des preuves et des certitudes, si elles ne

sont pas absolues, elles doivent être exprimées avec modération plutôt que majorées.

Dans ce domaine, la politique a annexé la science pour le pire. Il est de plus en plus difficile pour ceux qui souhaitent étudier le problème objectivement d'obtenir des crédits de recherche ou de publier leurs résultats, s'ils ne s'alignent pas sur le dogme officiel. La presse refuse de discuter les faits de manière objective et prétend que l'unanimité est réalisée. Alors qu'en fait la confusion règne, les positions orthodoxes sont largement répandues. Les autres modèles sont rejetés sans être réellement examinés et sont rarement mentionnés dans les publications officielles. Les enquêteurs qui montrent de l'intérêt pour de tels modèles rencontrent de nombreux obstacles dans leur carrière et peuvent voir tout soutien leur être retiré sans qu'il y est un rapport avec la qualité de leur recherche.

Si la recherche scientifique prédispose à la rigueur, elle n'immunise pas pour autant contre le dogmatisme. L'actuelle structure mentale des scientifiques fait qu'ils sont obnubilés par une recherche effrénée de solutions rationnelles et ils ne prennent pas toujours le temps de poser les problèmes dans toute leur complexité. Leur côté aléatoire, leur aspect contradictoire les embarras-

sent, les agacent. Et c'est pourquoi ils ont tendance à réduire, à appauvrir, à banaliser ou à exclure les éléments qui n'entrent pas dans leur protocole prédéfini. Comme l'écrit Boris Cyrulnik « *il faut des certitudes pour agir dans le monde et avoir des certitudes, c'est en quelque sorte, s'aveugler, extraire du chaos et mettre dans l'ombre tout le reste. C'est un chemin indispensable à la création. Mais une fois cette forme créée, il faut admettre que d'autres formes puissent voir le jour par ce même procédé ou d'autres modes de pensées.* »

Une approche réductrice ou fixiste de la pensée scientifique transforme les idées en religion. Ce qui signifie que notre esprit doit être ouvert à l'imprévu. La pensée fixiste, nous dit encore Boris Cyrulnik, n'est pas la science. « *Celle-ci, me semble-t-il, doit chercher la surprise, le fixisme est une déviation idéologique. Elle n'est pas étrangère au pouvoir scientifique, il faut choisir un réseau qui marche et s'y tenir d'une façon sectaire.* » Nous devons nous défier des approches *apocalyptiques* qui déforment la politique de recherche sur les modifications du climat.

Si j'ai tenu à faire part longuement de ma réaction, ce n'est pas dans un but polémique, mais pour manifester mon regret que la NAR, qui a toute ma sympathie pour son refus de la pensée unique, se laisse à l'occasion prendre dans ses filets.

Guy DELRANC



Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

- P2 : Courrier des lecteurs - P3 : Alstom : Gribouilles ! - L'Écho des blogs
- P4 : Libye : Un Prince prêt à servir - P5 : Europe : La guerre des duchés -
Brèves - P6/7 : Marché transatlantique : Monnaies, normes et A.M.I. - P8 :
Géopolitique : Connaître la Russie - P9 : Idées : Lire Montaigne avec Pierre
Manent - P10 : Histoire : Automobile Club d'Égypte - Théorie : Cartes, mots
et couleurs - P11 - Mercredis de la NAR - Souscription - P12 : Éditorial

Gribouilles !

La gestion du dossier Alstom, tant par ses dirigeants que par le gouvernement, aurait de quoi inquiéter si l'on n'était pas déjà persuadé que tant les patrons que le gouvernement n'ont que faire des intérêts de la France.

En catimini, Patrick Kron, PDG d'Alstom et son principal actionnaire Martin Bouygues allaient céder la branche stratégique énergie de leur groupe. Il est vrai qu'Alstom va mal. Soi-disant sauvée par Nicolas Sarkozy en 2003, grâce à l'injection de trois milliards, d'euros, l'entreprise avait été mise à mal par l'absence de stratégie d'investissements de ses nouveaux actionnaires. C'est que l'activité de la compagnie est dévoreuse de capital et que jamais Bouygues qui en détient 29 % n'a été en mesure de lui apporter les fonds nécessaires. Sans que cet état de fait n'émeuve le moins du monde un État qui reprit ses billes en 2006 sans se poser plus de question, réalisant une très bienvenue et confortable plus-value. Cette absence de stratégie n'a pas permis à la société d'atteindre la taille critique lui permettant de s'en sortir seule.

Face à la concurrence qui ne connaît pas le carcan de l'euro, comme les Américains de General Electric, il était difficile d'être concurrentiel sur le marché international. Quant au marché européen, il s'est réduit comme peau de chagrin, par le choc des politiques de restrictions des commandes publiques, majoritairement seules à pouvoir permettre à ce secteur d'activité de vivre. Et là encore, merci Bruxelles !

Dans cette situation, le gouvernement peut venir pleurnicher qu'on ne l'a pas mis au courant, que tout s'est fait dans son dos. C'est dire la réussite de la politique de séduction entreprise par Ayrault et poursuivie par Valls envers le patronat. Comme le dit si élégamment Kron, impossible de parler à un politique sans que tout Paris soit au courant dans l'heure qui suit. Il devrait plutôt se demander comment Bloomberg a été mis au courant - et surtout par qui - et a fait capoter le projet discret de céder la branche énergie à GE. Notons au passage, que si ce projet est préféré à toute autre alliance, c'est que les actionnaires d'Alstom empocheront une belle plus-value. D'abord parce que le titre a bondi dès l'annonce du projet et que le géant américain leur versera une coquette somme pour racheter leurs titres. Évidemment, la discrétion eut été préférable...

Toujours est-il que Hollande est une fois de plus dans les cordes sur un dossier. Son refus total d'envisager la nationalisation, non pas temporaire mais définitive d'Alstom, entreprise stratégique vivant de commandes publiques, est une nouvelle niaiserie. C'est pourtant nécessaire mais une fois de plus, il négligera les intérêts de la France. Montebourg quant à lui a encore été ridicule. Pathétique !

Charles GUÉMÉNÉ

La grande muette

La grogne s'exprime à nouveau avec force dans nos armées, conséquence des coupes budgétaires décidées par le gouvernement Hollande.

Jean-Dominique Merchet reprend dans un article de l'*Opinion* (1) les témoignages de militaires en provenance de Bangui « *Pour l'eau, nous avons deux remorques de 1 500 l pour 180 hommes, soit 1,5 l par homme pour se raser et se laver, à remplir tous les jours grâce aux ONG qui approvisionnaient les camps de réfugiés... Deux de nos quatre sections étaient équipées de VAB surannés. Des gilets pare-balles classe III. Une roue de rechange pour tout le parc VAB du GTIA ! Et je passe les ruptures de stock de munitions ou le potentiel hélico gaspillé pour des journalistes...* » Et il n'est pas le seul !

C'est le site *franceinfo.fr* qui titre le 22 avril (2) « *Armée bout de ficelle selon l'Association de défense des droits des militaires (Adefdromil), la colère des Français en Centrafrique.* » L'article débute ainsi : « *Deux mille militaires français sont déployés en République centrafricaine dans le cadre de l'opération Sangaris lancée le 5 décembre dernier. Des soldats qui sont de plus en plus nombreux à faire remonter des récits parfois sidérants sur leurs conditions de vie et l'état de leur matériel sur place. C'est sur Internet que ces militaires font entendre leur grogne.* » D'où proviennent ces témoignages ? *France Info* précise que les militaires, tenus par le devoir de réserve, se confient (...) anonymement à

des tiers, souvent des mères ou des épouses. Selon la radio, des forums, des blogs et des pages Facebook hébergent des témoignages anonymes de soldats.

Sur le blog *anarchymédia* (3) les raisons de cet abandon sont évoquées avec justesse, « *Pour faire des économies et satisfaire aux injonctions de Bruxelles, l'État doit réduire ses effectifs. Il se trouve que les armées sont la seule partie de la fonction publique sans représentation syndicale, et donc la seule pour laquelle les politiques osent réduire les effectifs sans crainte de grèves, manifestations, et blocage total du pays... sauf qu'ils versent leur sang et ne comprennent pas pourquoi ils sont devenus les variables d'ajustement de la politique budgétaire française.* »

Nos armées, aviation et marine, maintenant engagée avec l'Otan dans la crise ukrainienne paieront-elles également le prix de l'austérité et l'irresponsabilité du gouvernement Hollande ?

François ENNAT

(1) <http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/centrafrique-conditions-vie-dignes-l-armee-moldave-11877>

(2) <http://www.franceinfo.fr/monde/le-plus-france-info/la-coller-sourde-des-soldats-francais-en-centrafrique-1393055-2014-04-22>

(3) <http://m.anarchymedia.e-monsite.com/blog/conflit/l-armee-francaise-au-bord-de-la-rebellion.html?version=mobile>

Un prince prêt à servir

L'Assemblée constituante, élue dans des conditions difficiles le 20 février dernier pour rédiger la Constitution de la Libye, vient de lancer ses travaux. Elle devra trancher des questions aussi essentielles que la langue du pays, l'organisation du territoire ou encore la forme du régime politique.

Cette Assemblée est établie sur le modèle du comité des Soixante qui avait rédigé la première Constitution en 1951, ses membres représentant notamment, et à égalité, les trois régions historiques de la Libye - la Cyrénaïque (Est), le Fezzan (Sud) et la Tripolitaine (Ouest).

Cette Constitution avait institué une monarchie fédérale en la personne du roi Idriss 1er, lequel avait été un acteur majeur de l'émancipation du pays colonisé. La forme fédérale de l'État a certes été abandonnée au début des années 1960, et la monarchie abolie à la suite du coup d'État conduit par le colonel Kadhafi le 1^{er} septembre 1969.

Mais la chute du régime Kadhafi en 2011 referme finalement une parenthèse et fait naturellement resurgir ce passé - cela a commencé avec le drapeau en vigueur du temps de la dynastie des Sanussi, symbole de la révolte contre le dictateur, et nombreux sont les Libyens qui envisagent ou aspirent aujourd'hui à une reprise des données politiques qui avaient accompagné la naissance, somme toute paisible, du pays.

Le moment historique y invite : la chute du régime de Kadhafi, eut-elle été « accompagnée » de l'extérieur, est le fruit des révoltes qui se sont

fortement exprimées en Cyrénaïque, laquelle comprend de nombreux partisans du fédéralisme, et le pays éprouve quotidiennement et douloureusement ce qu'il en coûte de l'absence d'une véritable

la volonté du peuple libyen.

Le 4 mars dernier, le gouvernement a décidé de réhabiliter la dynastie des Sanussi en restituant la nationalité libyenne au roi qui avait trouvé refuge au Caire où il est mort



autorité politique, la paix civile étant très loin d'être acquise.

Et puis il existe un prince : Mohamed al-Sanussi, le petit-neveu de l'ancien roi, né à Tripoli en 1962, apparaît comme un homme quelque peu timide, mais sans autre ambition que d'être au service, selon

en 1983 à l'âge de 94 ans et en procédant au recensement de ses biens confisqués pour les restituer à ses héritiers qui ont obtenu l'exil politique en Grande-Bretagne en 1988.

Et le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Abdelaziz, a fait savoir, en marge du

25^e sommet de la Ligue des États arabes, que le retour du régime monarchique en Libye est « à l'étude dans les milieux politiques du pays », précisant que « des contacts ont réellement eu lieu et se poursuivent actuellement entre les chefs et dignitaires des tribus libyennes entre eux et avec l'héritier du trône de la dynastie al-Sanussi. »

Selon lui, « le retour au système de la monarchie constitutionnelle constitue la seule solution au regard du chaos et du désordre résultant de la destruction des institutions par le défunt régime », signalant que « lui-même préfère ce système, ainsi que de nombreux sages et leaders tribaux qui ont vécu l'ère de la monarchie et en connaissent le crédit dont elle jouit. »

Le gouvernement a immédiatement fait savoir que son ministre n'avait exprimé là qu'une opinion personnelle qui ne reflétait pas la position du gouvernement libyen, précisant que le système du pouvoir en Libye serait le fruit d'un choix libre du peuple libyen sur la base des propositions de l'Autorité constituante, ce qui ne disqualifie pas en tant que telle la « solution royale ».

Selon certains spécialistes du monde arabe, la Libye a besoin aujourd'hui d'un homme de consensus national qui accepterait de régner sans gouverner. Et l'exilé londonien, qui a déclaré devant le Parlement européen qu'il était « prêt à jouer son rôle si la monarchie est restaurée », pourrait être cet homme.

La Libye est à la croisée des chemins, qui pourrait avantageusement méditer sur les leçons politiques des contre-exemples irakien et afghan, au bénéfice d'une stabilité accrue du pourtour méditerranéen.

Yann KERGLOF

La guerre des duchés

Les frontières intra-européennes ne sont pas immuables. L'Europe de 2019 peut être aussi différente de celle de 2014 que celle de 1919 le fut de celle de 1914.

L'Ukraine ne fait pas exception. L'Ecosse tiendra son référendum sur l'indépendance le 18 septembre suivie, envers et contre tout, de la Catalogne le 9 novembre. Une Flandre libre pourrait sortir du chapeau après les élections belges du 25 mai prochain coïncidant avec les élections européennes. Les hiérarques européens ont beau multiplier les barrosiades d'autant plus catégoriques que leurs auteurs sont en fin de mandat. La relativisation des frontières intérieures de l'Union qui devait aboutir à leur non remise en cause a encouragé au contraire l'émergence de nouvelles identités « intermédiaires » entre les grands royaumes et les cités : pour la plupart les anciens duchés. La future carte de l'Europe tendrait ainsi à ressembler à celle des années 1500.

C'est la logique du marché unique et de la liberté de circulation et d'installation. L'Europe, a-t-on clamé si longtemps, c'est la suppression des frontières. Il n'y a plus de conséquence à être ceci ou cela, là ou ailleurs (sous l'affreux vocable de « déterritorialisation »). Or non pas rien ne se passe plus, comme le croyaient les pères fondateurs d'une espèce de « fin de l'Histoire », mais au contraire tout peut arriver ! N'a-t-on pas répété que ces mêmes pères fondateurs étaient des hommes des frontières, entre le rhénan Adenauer, le luxembourgeois-lorrain Robert Schuman, le sud-tyrolien de Gasperi, l'austro-bavarois Otto de Habsbourg?

Plutôt que la reconstitution de cette mythique Lotharingie le long du Rhin, baptisé « l'allée des prêtres », voire un retour à l'empire carolingien ou au Saint-Empire romain germanique, on voit cette fois renaître en pointillé la configuration d'une époque suivante : l'Europe bourguignonne. Son centre névralgique se satisferait de la Bruxelles de Charles Quint, ou encore mieux du Grand-Duché de Luxembourg (qui n'est devenu Grand que lorsqu'il a perdu l'essentiel des terres du Duché) dont l'activité internationale de son Premier ministre et de son ministre des Affaires étrangères se démultiplie, outre son centre financier et siège de la cour de justice européenne ! (1)

Les apprentis sorciers de Bruxelles ont raison d'être inquiets, mais ils ne peuvent aller contre la logique de leur création. Les Catalans, les Écossais, les Flamands, les Milanais, sont et resteront membres de l'Union quoi qu'il arrive. On se souvient que les Allemands de l'Est sont entrés dans l'Union sans qu'il ait fallu lancer des procédures d'adhésion pour un 13^e État (à l'époque). Cela aurait-il changé avec le traité de Lisbonne ? Personne ne peut y croire. M. Barroso a raison de se battre contre le démantèlement de ses Ukraines intérieures mais il se sert d'arguments mensongers et parfaitement hypocrites qui ne trompent personne.

Si M. Manuel Valls se met aussi à la réforme régionale pour la France, ce n'est pas par penchant catalan, c'est par un esprit d'économies sur les

structures locales - les plus dépendantes où que ce soit dans le monde et les vraies causes des déficits publics partout en Europe, spécialement les pays iléens - mais aussi parce qu'il imagine que de grandes régions seront plus autonomes et plus efficaces économiquement que de petites régions ou les départements au sein de l'Europe bourguignonne qui fut une des économies les plus dynamiques en son temps.

L'Europe fait face à un nouveau défi dans son organisation institutionnelle et territoriale. Les électeurs devraient se voir offrir clairement le choix entre deux éventualités : la fédéralisation d'une Europe non plus à trente mais au moins à cinquante, compte tenu des émergences régionales à compétences extérieures élargies - un super État et des États fédérés ; ou le concert européen qui ne saurait jamais dépasser les douze étoiles de son drapeau, où aux côtés des six États-nations permanents, chacun des autres se regrouperait de proche en proche pour former des régions (supra-étatiques) intermédiaires entre le *petit* État et le Conseil et la Commission. Que l'on adopte l'une ou l'autre solution, L'Europe à trente et plus n'est pas viable. Le 25 mai le débat ne sera pas tranché ni même abordé, car les enjeux traversent les partis politiques. Mais il est posé.

Yves LA MARCK

(1) Le président Pompidou en 1972 avait proposé de faire du Grand-Duc de Luxembourg le président permanent de la confédération européenne.

Brèves

Commonwealth

Le **prince William**, sa femme Kate et leur fils George ont effectué une tournée de trois semaines aux antipodes. Après la Nouvelle-Zélande, la famille princière a visité l'Australie.

Au monument de la guerre à Canberra, le **duc et la duchesse de Cambridge** ont assisté à la cérémonie de commémoration des soldats australiens et néozélandais tués lors de toutes les guerres. Il s'agit de l'Anzac Day, une journée de souvenir très importante en Australie et Nouvelle-Zélande. (Directmatin.fr).

Danemark

Visite d'État en Chine pour la **reine Margrethe** et le **prince consort Henrik de Danemark**. Le couple royal a été accueilli à Pékin par le président chinois et son épouse. Il a assisté à la conférence *Le développement durable en Chine et au Danemark* et ensuite visité la cité interdite avant que la reine Margrethe rencontre le Premier ministre. (noblesseetroyautes.com).

France

Le Centre des monuments nationaux célèbre le 800^e anniversaire de la naissance de **Saint Louis** dans sept monuments de son réseau et présente une exposition exceptionnelle à la Conciergerie. Pour connaître la programmation des manifestations voir le site : www.monument-nationaux.fr.

Roumanie

Le 30 avril, la princesse **Margareta de Roumanie** et le **prince Radu** ont rencontré Théophile III, Patriarche de Jérusalem, se sont rendus en l'église du Saint Sépulcre et au Mémorial de Yad Vashem où ils ont déposé une couronne en mémoire des victimes de l'Holocauste et mentionné le rôle de la **reine mère Elena** (grand-mère de la princesse Margareta) qui a sauvé des vies juives pendant la Seconde Guerre mondiale et a été déclarée Juste parmi les Nations en 1993. (www.romaniaregala.ro).

KERDEVY

Monnaies, normes et A.M.I.

Le projet de traité commercial transatlantique, négocié, très discrètement, en ce moment entre les États-Unis et l'Union Européenne risque fort de s'inviter dans la campagne des prochaines européennes. C'est un enjeu majeur pour notre avenir et ce que l'on en connaît déjà est bien peu rassurant. L'économiste Jean-Luc Gréau, nous livre son analyse et nous en décrypte les principaux éléments.

Royaliste : *Pourquoi ce traité maintenant ?*

Jean-Luc Gréau : La chose la plus intrigante, c'est de savoir pourquoi on lance cette opération alors que nous sommes toujours dans la double crise économique et financière venue des États-Unis en 2008, la plus lourde depuis la guerre et qui a fait des ravages dans les comptes publics et l'emploi ; et la crise de la zone euro à partir de 2010 et dont nous ne sommes pas sortis en dépit des apparences ?

Comment se fait-il qu'à ce moment, la préoccupation de nos dirigeants, de nos « élites », ne soit pas de faire d'abord le diagnostic de ces deux crises et d'essayer de rebâtir un ensemble commercial et financier un peu moins fragile ? Hé non, en fait, la préoccupation c'est d'aller encore plus loin dans le libre échange commercial et financier entre les deux rives de l'Atlantique.

Royaliste : *D'où cela peut-il venir ?*

Jean-Luc Gréau : On pointe les grands groupes multinationaux qui agissent sur les activités publiques aux États-Unis,

au Canada ou en Europe pour essayer de pousser dans un sens encore plus libéral. C'est juste, mais il y a quelque chose de plus important. C'est qu'en fait, il y a deux puissances qui ont décidé de ce projet : les États-Unis et l'Allemagne. C'est un accord préalable entre Barak Obama et Angela Merkel, avec le soutien discret de Manuel Barroso, dont vous savez qu'il est un serviteur fidèle de la puissance américaine et, compte tenu de la prédominance de l'Allemagne en Europe, un non moins fidèle serviteur de la cause allemande. Si l'on s'en tient à l'excellent ouvrage de Jean-Michel Quatrepoint, (1) il n'y a plus que trois empires : l'américain, le chinois et l'allemand. Tous les autres pays ne sont que des comparses ou des témoins.

Royaliste : *Pourquoi Barak Obama va-t-il dans ce sens ?*

Jean-Luc Gréau : Son gros problème, c'est que durant la crise, l'économie américaine a détruit presque 9 millions d'emplois. À coup de relance monétaire débridée, telle que les *Quantitative easings*, 7 millions ont été recréés. Entre temps, la dette

publique a augmenté, même si elle est passée de 10 % à 4 % du PIB. Il faut réindustrialiser les États-Unis. Obama s'appuie sur différents éléments. **Premièrement**, les employeurs américains ont, à la faveur de la crise, encore baissé la rémunération du travail qui était déjà plutôt faible. **Ensuite** le développement d'une énergie à très faible coût, le gaz de schiste, permet la relocalisation de l'industrie chimique sur le sol américain. En même temps, il s'emploie à la relocalisation des autres activités délocalisées. Avec un territoire de prédilection, le sud, là où les salaires sont les plus bas et la main d'œuvre efficace.

Royaliste : *Et Angela Merkel ?*

Jean-Luc Gréau : De son côté, elle est en accord avec les groupes allemands qui veulent s'installer aux États-Unis. Ils y sont déjà ; mais cette fois ce n'est plus seulement pour servir le marché américain mais pour exporter vers l'Europe. Notamment pour l'automobile. De plus, ils peuvent s'appuyer sur le dollar, sous évalué de 20 à 25 %, à moins que ce ne soit l'euro qui soit surévalué dans les mêmes

proportions. Cette deuxième version me semble la bonne. Il y a là pour eux un double avantage.

Là, il y a conjonction d'intérêts entre deux personnages réalistes. Double ironie de l'histoire, c'est le Sud esclavagiste, agricole et libre échangiste, très marqué jadis par la classique division internationale du travail, qui l'emporte sur le Nord, industrialiste et protectionniste. De son côté l'Allemagne est devenue une immense puissance industrielle qui domine ses partenaires européens. La chance-lière est devenue le seul interlocuteur européen des États-Unis.

Royaliste : *Comment peut-on envisager un marché commun transatlantique sans espace monétaire commun ?*

Jean-Luc Gréau : Si les monnaies peuvent varier de 15 à 20 % voire plus, les conditions de la concurrence et les calculs des entreprises et des agents économiques sont faussés. L'euro, initié à 1,18 \$, est tombé à 0,82 puis monté à 1,60 pour se situer aujourd'hui entre 1,35 et 1,40 \$. Ce sont des variations gigantesques qui ne correspondent pas à la compétitivité réelle des économies concernées. D'autant plus que l'ensemble euro est hétérogène.

Le SME était une bonne référence historique. On pouvait bien explorer la possibilité d'un marché commun, pourquoi pas ? Il faut toujours discuter mais il faut

qu'à l'agenda figure la question monétaire. Ce n'est pas le cas et rien que cela invalide la possibilité d'un tel marché commun.

Royaliste : Au-delà de la question monétaire ?

Jean-Luc Gréau : D'abord les normes sanitaires. C'est l'obstacle à des exportations plus importantes des États-Unis, notamment en matière d'agriculture et d'élevage mais pas seulement. L'objectif des grands groupes américains est de les faire tomber.

L'Europe, il faut le reconnaître, est plus rigoureuse aussi en matière de normes environnementales. Est-ce que les normes américaines vont se rapprocher des normes européennes ? Ou au contraire, les normes européennes vont-elles se rapprocher, voire s'aligner sur les normes américaines ? Je penche pour la deuxième option.

Royaliste : Quid de la concurrence et des politiques industrielles ?

Jean-Luc Gréau : Nous avons en Europe et par étapes, installé un droit et une pratique de la concurrence (cf. le livre de François Souty (2)). Le problème est que la doctrine européenne est devenue au moins aussi libérale, si ce n'est plus, que l'américaine. Deux exemples :

Premier exemple : Les OPA hostiles, les raids, nous en avons énormément souffert avec deux entreprises qui étaient très performantes : Arcelor et Péchiney. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Deuxième exemple : Airbus. Quand monsieur Fabius et des personnages de son genre vous disent que c'est une grande réussite européenne, c'est un mensonge aveuglant. Airbus est une coopération franco-allemande, élargie par la suite. C'est le Général de Gaulle qui en février 1969 a signé la première avance remboursable, ce qui est aujourd'hui contraire à la doctrine européenne. Lorsque Peter Mandelson est allé voir Donald L. Evans, ministre du Com-

merce extérieur de Georges W. Bush, celui-ci lui a simplement demandé d'appliquer la doctrine européenne et donc de cesser les avances à Airbus. La politique Airbus est une exception qu'on ne veut pas refermer parce que cela montrerait aux populations que l'Europe n'est pas tout à fait ce qu'elles croient. On voit qu'il y a une absence voulue de politique industrielle et de soutien aux entreprises européennes de la part de l'Union européenne.

Royaliste : Pouvait-on lutter contre cet état de fait ?

Jean-Luc Gréau : Nous avons rejeté, à tort ou à raison, en 2005, le projet de Constitution européenne. C'était pourtant le moment de mettre toutes ces choses sur la table : la politique industrielle, le droit et la concurrence et éventuellement d'autres sujets pour lesquels l'Europe n'avait pas montré une capacité d'action absolument convaincante. Notre classe politique représentative, si j'ose dire, s'est ingéninée, à droite, à gauche comme au centre, à relancer le processus. Nicolas Sarkozy a joué un rôle initiateur mais il a été suivi par tout le monde et nous avons le traité de Lisbonne.

Royaliste : Y a-t-il d'autres points à soulever dans la négociation de se traité ?

Jean-Luc Gréau : Il y a un point qui n'est pas connu, c'est ce qui concerne l'Accord sur les investissements internationaux (AMI), projet soutenu puis abandonné par les États-Unis pour des raisons d'opportunité. Il permettait aux entreprises d'aller devant les juridictions internationales et d'obtenir éventuellement l'annulation de décisions prises par les États. À l'époque Catherine Lalumière dans un rapport à Lionel Jospin, avait conclu que l'AMI n'était pas amendable et qu'il fallait le rejeter en bloc.

L'AMI, c'est la prédominance du droit des marchés sur le droit des États et il est à l'agenda de la négociation. C'est peut-être là que réside le venin le plus empoisonnant.



Royaliste : Pour conclure ?

Jean-Luc Gréau : D'abord, imaginons que nous arrivions à ce marché transatlantique, de quoi s'agira-t-il ? D'une zone de libre échange ou d'un marché commun ? Ce n'est pas la même chose. Un marché commun implique une politique commerciale commune vis-à-vis de l'extérieur. Une zone de libre échange, c'est la volonté de ne pas faire obstacle à l'échange de marchandises. C'est un point qui n'est pas évoqué.

Enfin, il reste à savoir comment seraient traités les litiges. En Europe, nous avons des autorités nationales de la concurrence qui travaillent elles-mêmes sous l'autorité de Luxembourg. À partir du moment où nous établissons un marché transatlantique, ne faudra-t-il pas une juridiction transatlantique pour trancher des litiges ?

On voit bien qu'il y a d'énormes enjeux qui dépassent les citoyens. Tout cela s'inscrit dans

un contexte de désenchantement. À chaque fois que nous voyons le système libéral se heurter à des récifs, on se dit qu'il va y avoir une prise de conscience, mais pas du tout. À chaque fois on va plus loin. Cela rappelle l'expérience totalitaire. L'expérience libérale n'est pas totalitaire mais si on lit Gauchet, on se souvient d'un point essentiel : qu'il s'agisse du communisme, du fascisme ou du nazisme, ces systèmes ne parviennent pas à arrêter leur course. Alors que les vieux systèmes démocratiques pouvaient faire des pauses et au besoin se réorienter, pas le système néolibéral. Il y a là quelque chose de troublant, une énigme intellectuelle.

Propos recueillis par Pascal BEAUCHER

(1) « *Le choc des empires. États-Unis, Chine, Allemagne* », Gallimard, 2014, prix franco : 20 €.

(2) « *Le droit et la politique de la concurrence de l'Union européenne* », Montchrestien, 2003, prix franco : 22 €.

Connaître la Russie

Quelques clichés malveillants résument d'ordinaire la Russie : Poutine le nouveau tsar, la rente pétrolière, le chantage gazier, la violence des mafias, la corruption et l'empreinte soviétique. Pascal Marchand décrit la Russie telle qu'elle est - et telle qu'elle voudrait être.

P our comprendre la Russie, il faut d'abord faire de la géographie : avec 17 075 400 km², cet État est le plus vaste du monde. Son territoire recèle d'immenses richesses mais son étendue a toujours posé de sérieux problèmes. Qu'il soit installé à Kiev, à Saint-Petersbourg ou à Moscou, le pouvoir politique doit affronter ce que Pascal Marchand appelle « *la dialectique de l'immensité et du vide* » - un vide qui s'explique par l'extrême rigueur des très longs hivers : sous-sols gelés, fleuves et mers pris par les glaces, pâte boueuse de la *merzlot*, grandes crues printanières. Il est difficile de circuler, de cultiver et de préserver les constructions.

Les contraintes naturelles n'expliquent pas tout : la Russie utile, entre la Baltique et l'Oural, n'est pas plus continentale que le centre de la Grande Plaine américaine et l'isolement russe s'explique en grande partie par les décisions politiques des Tsars et des dirigeants soviétiques qui ont trop peu développé les réseaux routiers et ferroviaires. Ce n'est pas le seul aspect négatif de l'héritage des Tsars et des communistes, qui avaient cru pouvoir maintenir l'unité territoriale par la violence sans jamais maîtriser la bureaucratie ni empêcher la corruption. Pascal Marchand dresse un tableau très complet des pesanteurs historiques sans oublier la période chao-

tique engendrée par l'effondrement de l'Union soviétique et les folies ultralibérales qui conduisirent au krach de 1998.

À la suite d'Evgueni Primakov, Vladimir Poutine et ses ministres se sont employés à établir l'autorité de l'État central sur un pays qui n'est plus un empire et qui ne fonctionne plus du tout, quoi qu'on en dise, selon les normes soviétiques. La corruption n'a pas été vaincue, les oligarques restent puissants, la bureaucratie est toujours là, mille désordres peuvent être recensés et dénoncés mais les institutions de la Fédération de Russie sont en totale rupture avec mille ans d'autocratie et diverses formes de servage : dans ce pays où l'on dénombre 194 nationalités, le niveau de vie a augmenté, une classe moyenne est apparue, des millions de touristes prennent leurs vacances à l'étranger.

Cela dit, les problèmes posés au gouvernement russe sont considérables. La situation démographique reste très préoccupante malgré les efforts consentis en faveur de la natalité. Dans le Caucase, la stabilité politique et la normalisation de l'activité économique, informelle à 80 %, ne seront pas obtenues avant longtemps. Plus généralement, le développement économique reste incertain. La Russie, qui exporte essentiellement des matières premières, développe l'exploitation des minéraux rares, a relancé sa production

agricole, mais souffre de la vétusté de ses réseaux d'alimentation énergétique, de la fatigue du matériel ferroviaire, du mauvais état des routes - quand elles existent. Il faut donc attirer des investisseurs étrangers rebutés par la bureaucratie et la corruption, rénover les centrales nucléaires, moderniser le secteur spatial, relancer l'industrie aéronautique civile et le secteur des hautes technologies, assurer l'essor du tourisme tout en veillant à la rénovation du système de défense... Pour les Français, trop peu présents en Russie, le livre de Pascal Marchand constitue une précieuse étude des possibilités d'investissements et de coopération : les blocages et les retards ne sauraient faire oublier que la Russie s'est engagée dans un projet de développement économique et social à long terme, cette fois avec une évidente volonté d'ouverture sur le monde.

Encore faut-il que le monde accepte ce retour dans le jeu des grandes puissances. Tel n'est pas le cas des États-Unis et des pays membres de l'Otan, qui veulent refouler la Russie le plus loin possible vers l'Est. Contrairement aux promesses faites, les Américains ont décidé d'élargir l'Otan et de créer en Europe un bouclier anti-missile tout en menant des opérations de déstabilisation dans plusieurs pays proches de la Russie. L'Union européenne s'est inscrite dans cette stratégie et a pris maintes initiatives pour at-

tirer dans le Partenariat oriental d'anciennes républiques soviétiques. Cette franche hostilité, qui est une manière de traiter la crise identitaire de l'Union, conduit le gouvernement russe à se tourner vers l'Asie. Depuis 2001, il coopère avec la Chine, le Pakistan, la Mongolie, l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan dans le Groupe de Shanghai, il veut « *saisir le vent chinois dans les voiles russes* » selon la formule de Vladimir Poutine, il développe sa coopération technologique et militaire avec l'Inde et a créé le 1er janvier 2012 un Espace Économique commun avec le Kazakhstan et la Biélorussie qui doit déboucher en 2015 sur une Union eurasiatique qui pourrait s'étendre à l'Arménie, au Kirghizstan, au Tadjikistan et à l'Ouzbékistan.

Cette orientation eurasiatique est sensée : l'Asie représente l'avenir alors que l'Union européenne, appauvrie et divisée, s'est placée dans la dépendance américaine. Une autre voie serait possible. Pascal Marchand indique dans sa conclusion que le gouvernement et les milieux économiques russes envisageraient avec faveur « *une Alliance européenne, un espace économique et humain commun créés par la Russie, l'Union européenne et d'autres pays* » qui constitueraient un « *troisième pilier* » du système mondial entre les États-Unis et la Chine. C'est ce projet qu'il faut mener à bien.

B. LA RICHARDAIS

(1) Pascal Marchand - « *Géopolitique de la Russie, Une nouvelle puissance en Eurasie* », PUF, 2014, prix franco : 26 €.

Lire Montaigne avec Pierre Manent

Depuis les débuts de sa vaste entreprise de philosophie politique, Pierre Manent s'est montré un extraordinaire lecteur, d'une attention aux textes qui défie les approximations allant parfois jusqu'aux contre-sens. Sa soif inextinguible de comprendre l'a toujours ramené aux classiques, les redécouvrant au-delà des gloses convenues et révélant une solidarité entre les âges de la culture. Son intérêt premier pour la modernité l'a graduellement conduit à explorer les strates plus anciennes de la pensée. L'Antiquité lui a fourni un champ de recherche - on l'a vu avec son précédent essai (1) - pour creuser plus profond dans notre tuf anthropologique. Le voilà revenu au XVI^e siècle, avec un prodigieux Montaigne, qu'il a décortiqué de telle façon qu'il n'est plus possible d'échapper à la singularité décapante de ce littérateur au visage pourtant si souriant. S'il n'y avait la vertu de la réflexion si riche et de la mise en relation avec quelques interlocuteurs de premier choix, j'avouerais que le parcours du lecteur Pierre Manent a été pour moi une véritable épreuve, car son Montaigne m'est souvent devenu plus étranger au fur et à mesure qu'il se révélait dans sa nudité. Car ce qui se révèle, c'est un naturalisme sans concession, qui va parfois jusqu'au matérialisme. Son scepticisme, qui ne craint pas d'aborder les limites extrêmes du pyrrhonisme nous plonge dans les affres de l'amoralisme. Pierre Manent nous révèle à quelles extrémités peut le conduire cette propension à se penser lui-même hors des secours de la grande sagesse, qu'elle soit païenne ou chrétienne.

Et pourtant ! Toute son entreprise ne consistait-elle pas à retrouver notre commune humanité à partir de son expérience la plus vive dans un cercle de vérité incontestable. C'est ce qu'indique Manent dès son propos liminaire, et la longue lecture qui suivra ne cessera d'en vérifier le bien-fondé : « *Alors que Machiavel et les réformateurs religieux redéfinissent, précisément « réforment » des objets déjà constitués et des autorités puissamment installées, Montaigne est contraint de produire l'objet et d'instituer l'autorité au nom desquels il redéfinit son rapport à la vérité. C'est la vie elle-même dans sa teneur ordinaire, dans les variations de ses humeurs et l'irrégularité de ses accidents qu'il s'agit de porter au jour, et si j'ose dire, d'installer dans une lumière qui fasse ressortir sa plénitude en préservant son imperfection.* » Comment ne pas vibrer avec un telle volonté qui vise à nous remettre dans l'évidence et la communauté de nous-mêmes, sans afféteries ? On est forcément provoqué à une connivence fraternelle. Et puis, que nous le voulions ou pas, ne sommes-nous pas complices de cette fondation de la littérature qui naît avec les *Essais*, tant nous ne pouvons désormais plus nous en défaire ? C'est Kundera qui parle de cette expérience à l'aube des temps modernes en Europe qui n'a eu son pareil dans aucune autre civilisation. « *Cette parole, écrit Pierre Manent, qui vaut par elle-même, qui vaut comme parole qui se fait reconnaître immédiatement comme digne d'être écoutée sans l'appui ni le gage d'aucune action préalable ou à venir, nous est devenue banale et précieuse sous le nom de littérature.* » Avant elle, il y avait la poésie et l'éloquence, l'une et l'autre au service de

l'action souvent héroïque des Anciens. Montaigne ne veut se prévaloir d'aucune gloire : « *Sous l'offrande de sa franchise, il tend vers la retenue extrême dédaignant de dire pour donner à penser, et éventuellement à dire, à son lecteur. Il touche et éveille, sans dire mot ou par le mot qu'on ne dit pas, la source naturelle des paroles. La fécondité de la littérature ne naitrait-elle pas d'abord de tant de paroles retenues ?* »

Un chapitre consacré à la mort illustre cet effort « *pour se tenir au niveau de la condition humaine, que les hommes sont toujours tentés d'oublier ou de mépriser.* » Sur ce terrain, on peut concevoir une empathie qui ignore certains motifs philosophiques, quoi qu'il en ait, qui accompagnent ce pur jouir ou pâtir de l'humain. J'ai eu la curiosité de comparer à la lecture de Pierre Manent celle de Pierre Boutang dans deux chapitres des *Abeilles de Delphes*. Le philosophe exprime son amitié pour Montaigne. À propos de la mort, justement, il note qu'il se trouve plus proche de l'écrivain des *Essais* que des Messieurs de Port Royal : « *La mort n'est pas saisie là en ses abîmes, mais dans le naturel prolongement du désordre, de la maladie, de la misère (...) or les malheurs humains se produisent dans les communautés ordinaires. Le sens supérieur et religieux n'en est que plus fort s'il apparaît sans qu'on le force aux esprits les mieux préparés au souffle terrible de la transcendance.* »

Oui, mais justement, là-dessus Manent tranche impitoyablement dans son dernier chapitre, en analysant simplement « *L'Apologie de Raymond de Sébond* ». Il n'est plus possible de trouver plausible un Montaigne chrétien, lorsqu'on a suivi l'ensemble de la démonstration. Son scepticisme ravageur

balaie tout devant lui et s'attaque même au cœur du christianisme. Il faut donc considérer l'auteur des *Essais* dans sa singularité absolue, dans l'ampleur de son dessein qui est redoutable. Car, en dépit de ce qui s'offre sous l'aspect de la plus extrême humilité, « *jamais homme n'avait réclamé de nous une telle créance* ». S'étant débarrassé des fardeaux de la philosophie et de la religion, il s'engage sur la voie qui lui est propre avec la plus totale assurance. Ce qui ne signifie pas, au contraire, qu'il méconnaît la prudence.

Mais il faut suivre pas à pas la lecture minutieuse de Pierre Manent, lecture commentée, lecture qui élucide à mesure, pour que se dessine l'objet de la recherche qui s'élargit jusqu'à l'ensemble des sciences

humaines, avec des éclairs qui sondent très loin dans l'opacité et la complexité de notre nature. Comment Montaigne, par exemple, vient-il arbitrer entre ce qui en lui s'enthousiasme du combat contre la servitude et le sentiment douloureux de partager l'assujettissement à la coutume. Chez lui, la lucidité est extrême, elle n'ignore rien, mais il redoute l'impatience et l'irascibilité de la critique et de l'action. C'est parce qu'il ne se justifie d'aucune action que sa parole est vraiment libre : « *Cette parole vive qui rend ridicule l'abondance cicéronienne, elle ne s'aiguise que pour jouir d'elle-même et du plaisir de n'avoir à répondre d'aucune action.* » Mais en même temps, il y a dans les *Essais* une appréciation de la vie sociale et politique qui frappe par ce qui la distingue des grandes philosophies politiques, celle de Pascal, Hobbes ou Rousseau. Ce qu'il recherche, c'est ce que les autres fuient avec l'invention de l'État moderne, c'est la rencontre humaine : « *Nul homme n'est allé vers les hommes avec autant de confiance.* » C'est sans doute pourquoi il continue de nous sourire, à l'encontre de ce qui peut nous effrayer chez lui.

Pierre Manent – « *Montaigne - La vie sans loi* », Flammarion.

(1) Pierre Manent – « *Les métamorphoses de la cité. Essai sur la dynamique de l'Occident* », 2010, Champs Flammarion, 2013. Cf Royaliste n° 982.



par Gérard Leclerc

Automobile Club d'Égypte

Le troisième roman d'Alaa al-Aswany nous emmène dans l'Égypte du roi Farouk quelques années ou quelques mois avant la révolution des officiers libres.

Alaa al-Aswany nous invite à un retour dans un passé pas si lointain où l'Égypte avait encore un roi, une Égypte que l'on a trop souvent vu à travers les romans alexandrins de Lawrence Durrell, riche des promesses de son pluralisme culturel, national, politique et religieux ? Le roman nous ramène à des réalités beaucoup moins flamboyantes à travers la découverte d'un lieu précis, ici un club pour la *jet-set* égyptienne et européenne, créé au début du XX^e siècle par un membre de la famille royale amoureux d'automobiles de luxe, et qu'un anglais, M. Wright, dirige pour le compte du roi. À travers les relations entre les divers personnages qui s'y côtoient, se dessine le portrait de l'Égypte de la fin des années 40.

Une Égypte sombre, violente. Une Égypte gouvernée par un roi qui, depuis longtemps, a divorcé avec son peuple et qui ne pense qu'à deux choses, le jeu où il perd des sommes considérables et les femmes dont il fait une « consommation » effrénée et que s'efforcent de lui fournir des notables européens ou égyptiens en quête de faveurs. L'auteur excelle à dépeindre les noirceurs de l'âme et les affres d'une sexualité débridée. Il y a du Goya dans la peinture de ces vieilles fem-

mes libidineuses qui s'offrent de jeunes Égyptiens au torse viril, flagorneurs et sans scrupules. Pourtant, l'auteur ne peut s'empêcher quelque tendresse pour ces femmes si seules, si fripées, si riches aussi, et dont une photographie posée sur un guéridon rappelle qu'autrefois elles étaient si belles, si entourées, si adulées.

Cette Égypte est livrée aux Britanniques et à leur morgue dont le directeur du club est l'incarnation. Lui qui souffre tant d'être au milieu de ces Égyptiens arriérés, paresseux et stupides, dont le visage et l'apparence lui rappellent celle des chimpanzés. Hélas ce bourgeois si hautain fond comme un collégien devant sa jeune maîtresse qui le rabroue, l'insulte et dont il ne peut se passer. Et puis il y a ce personnel, veule à force d'avoir peur, et qui sait si bien satisfaire les petites manies de ses richissimes clients aux pourboires généreux. À l'Automobile Club, le client peut tout. Il paye pour cela. Et puis il y a ce serviteur du roi, El-Kwo, ce nubien qui bénéficie de toutes ses faveurs et qui terrorise le personnel, les frappe, les humilie au point parfois de les faire mourir et qui se délecte de leur lâcheté et de sa puissance.

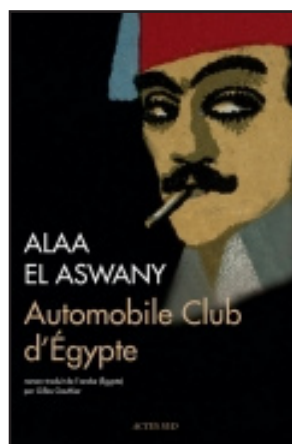
Pourtant à côté de cette Égypte en émergence une autre, digne,

debout, décidée à en finir avec la tyrannie et la corruption. Elle se trouve dans tous les milieux, dans la famille royale, dans le personnel de l'Automobile Club et même chez les Britanniques. C'est Mitsy la fille du directeur qui préfère fuir et vivre avec Kamel, ce jeune étudiant égyptien qui la recueille chez lui et lui fait découvrir un monde et une culture qu'elle ignorait. C'est ce même Kamel qui affronte sa peur et décide de militer au risque de sa vie contre la domination britannique. C'est Saliha sa jeune sœur qui veut à tout prix son diplôme de fin de lycée et qui se sépare d'un mari violent et drogué beaucoup trop vieux pour elle. Son père ne lui a-t-il pas prédit qu'elle serait professeur d'université ? C'est ce père, Abdelaziz, autrefois riche et désormais ruiné qui accepte de n'être plus qu'un simple domestique qui se fait frapper et humilier parce qu'il a demandé le respect auquel tout individu a droit. C'est Mouloud qui n'en peut plus d'extorquer de l'argent à des vieilles dames misérables et lubriques. C'est tout le personnel de l'Automobile Club qui se révolte enfin pour sa dignité trop longtemps piétinée et d'autres encore.

Automobile Club d'Égypte, le roman de la pourriture et de la rédemption.

Marc SÉVRIEN

Alaa al-Aswany – « *Automobile Club d'Égypte* », Actes Sud, 2014.



Cartes, mots et couleurs

Cette *Théorie de la carte postale*, signée par Sébastien Lapaque, pourrait passer pour un aimable exercice de style, et ce serait déjà beaucoup tant il n'est pas si fréquent que ça que de lire un beau texte. Mais dans ce petit livre, le lecteur séduit découvrira aussi un hommage gourmand à la poésie, une réflexion sans ostentation sur le travail de l'écrivain, une attention sensible à l'humanité telle qu'elle est et telle qu'elle persiste, et une méditation sur le temps qui passe.

Plutôt que de débiter quelques paraphrases ou m'abandonner au blabla remplisseur, je vous offre cette citation : « *Qui a dit qu'on n'arrêtait pas le progrès ? Dans ce monde de perfectionnement technologique qui prenait jour après jour une allure de cimetière des belles choses, il faudrait quand même s'interroger sur cette résistance d'un passe-temps qui loin d'apparaître suranné - comme celui de monter à cheval, de boire l'eau du puits, de fumer son jambon dans la cheminée ou de dire la vérité - , apparaissait sans cesse renouvelé. Écrire des cartes postales !* » Prenez ces quelques lignes pour un apéritif qui, je l'espère, vous ouvrira l'appétit. Et si vous ne voyez dans ce recopiage que l'expression de ma paresse, peu m'importe, si cette flemme vous permet de découvrir une écriture dont le charme m'a complètement embarqué.

Patrick PIERRAN

Sébastien Lapaque - « *Théorie de la carte postale* », Actes Sud., 100 pp., prix franco : 10 €.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'*Abonné des Mercredis* annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 14 mai

Journaliste, **Jean-Michel QUATREPOINT** a successivement travaillé au *Monde*, à *La Tribune*, au *Nouvel économiste*, avant d'animer pendant quinze ans *La Lettre A*. Nous l'avions reçu pour son précédent livre (*Mourir pour le yuan ?*). Il revient parmi nous pour présenter un nouvel ouvrage, indispensable si l'on veut comprendre le jeu des grandes puissances en ce début de XXI^e siècle.

Nous assistons au « **Choc des empires** » qui veulent se partager le monde. Les États-Unis, qui croyaient pouvoir dominer la planète après la chute du mur de Berlin, sont confrontés à la Chine, qui veut devenir la première puissance mondiale et qui en prend les moyens. Pour parer la menace, le gouvernement américain tente de rassembler une partie de l'Asie et de l'Europe par le biais d'accords de libre-échange qui assureront des débouchés aux entreprises transnationales. C'est dire que l'Union européenne ne compte pas en tant que telle. Alors que la France s'affaiblit et se marginalise, c'est l'Allemagne qui affirme à nouveau sa volonté de puissance impériale et qui a pris la place de troisième Grand.

Mercredi 21 mai

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et agrégé d'histoire, **Benoît PELLISTRANDI** a été directeur des études à la Casa de Velásquez de 1997 à 2005 avant de revenir enseigner à Paris.

Auteur de nombreux ouvrages et souvent appelé à commenter l'actualité espagnole dans la presse, il a récemment publié une *Histoire de l'Espagne, des guerres napoléoniennes à nos jours*.

Notre invité répondra à une question aujourd'hui préoccupante : « **Existe-t-il une nation espagnole ?** ». La réponse s'inscrit dans la longue durée historique et permet d'évoquer le cas du Pays Basque et celui de la Catalogne ainsi que le rôle de la monarchie royale quant à l'unité du pays.

L'avenir de l'Espagne ne saurait laisser indifférents les États voisins : la Belgique et la Grande-Bretagne sont confrontées à des mouvements nationalistes, flamand et écossais, qui peuvent éveiller ou réveiller maintes revendications identiques...

Souscription

Pour notre souscription !

Soyons clair : les résultats de notre souscription annuelle sont modestes, pour ne pas dire insuffisants.

Ce n'est pas un reproche : beaucoup de nos lecteurs appartiennent à des secteurs durement touchés par la crise et nous savons que le poids d'un abonnement, parfois augmenté de la cotisation mensuelle de l'adhérent à la NAR, est lourd, très lourd.

Il me faut cependant insister sur l'**urgence financière**.

Nous avons réduit nos coûts dans des proportions importantes en augmentant au maximum la charge des bénévoles.

Mais il faut cependant payer le loyer, l'impression du journal, le routage, après avoir supporté le surcroît de dépenses dues au déménagement.

Qu'on se rassure : notre endettement est léger. Il sera rapidement effacé.

Mais il nous faut aussi investir sans chercher à la différence des entreprises ordinaires – la rentabilité. Nous voulons par exemple enregistrer en vidéo les conférences des *Mercredis* et les diffuser sur la Toile – ce qui suppose un matériel de qualité.

Soyez certains que vos dons combleront quelques trous mais ne tomberont pas dans un gouffre d'endettement : ils permettront des progrès visibles dans la diffusion de nos idées.

Certaines sociétés de pensée ont un budget annuel d'un million d'euros. Nous vous demandons **25 000 euros** d'ici l'été.

Soyez-en, par avance, remerciés.

Bertrand RENOUVIN

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet
75012 Paris

Adresse électronique :

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Que faire le 25 mai ?

Dans un entretien publié par la presse allemande, le président du Conseil Européen a souligné le manque d'intérêt des citoyens des pays membres de l'Union européenne pour les élections du 25 mai. Puis il a déclaré que tout était « *effectivement décidé ailleurs* » qu'au Parlement européen et contesté une élection du président de la Commission à partir des têtes de listes aux élections européennes en précisant que « *les citoyens comprennent très clairement la différence entre le Parlement européen et ceux qui prennent les vraies décisions.* »

Herman Van Rompuy se trompe sur un point : de très nombreux électeurs manifesteront leur hostilité à l'oligarchie européenne en soutenant diverses listes contestataires ou par une abstention soigneusement délibérée. Le président du Conseil européen, qui omet de souligner sa propre insignifiance, justifie par ses déclarations ces deux formes d'opposition ; il plombe du même coup la campagne des formations regroupées à Strasbourg par le Parti populaire européen et par le Parti socialiste européen ainsi que la coûteuse publicité destinée à nous faire croire que nous allons choisir les dirigeants de l'Union.

La réfutation des programmes présentés par le Parti socialiste et l'UMP est inutile. À gauche, le « *projet progressiste pour changer l'Europe* » est un médiocre trompe-l'œil puisque les dirigeants français acceptent le carcan de l'euro et l'ensemble du dispositif austéritaire sous la surveillance de Bruxelles et de Berlin. Même illu-

sionnisme à l'UMP, où l'on se soumet aux mêmes contraintes sans se donner la peine de renouveler les slogans : promettre l'Europe à « *géométrie variable* », « *plus pragmatique et plus efficace* », c'est se moquer du monde et plus particulièrement de ses propres électeurs.

Les chefs de la gauche et de la droite parlementaires sont si peu convaincus par leurs éléments de langage qu'ils ont décidé de



faire la campagne la plus courte possible en évitant le débat sur les questions essentielles, qu'il s'agisse de l'euro, de la négociation transatlantique ou de l'alignement politique et militaire sur les États-Unis. Après avoir passé une mauvaise soirée le 25 mai, chacun retournera à ses vraies préoccupations, qui relèvent de la tactique personnelle. Jean-François Copé se demande comment éviter la candidature de Nicolas Sarkozy en 2017 et Manuel Valls cherche par quels chemins il parviendra à l'Élysée. François Hollande ? Un observateur avisé me souffle qu'il pourrait bien être tenté par

une dissolution qui reporterait sur un gouvernement de droite le poids de la gestion ultra-libérale, embarrasserait l'actuel Premier ministre et lui donnerait une petite chance de gagner la prochaine présidentielle.

Dans ces conditions, **que faire le 25 mai ?** Le Front de gauche ne veut pas reconnaître l'échec de l'euro et les immenses dégâts industriels et sociaux qui en résultent : c'est là une incohérence majeure qui exclut le soutien. Le Front national vit et prospère selon une autre contradiction entre son discours de rassemblement et sa doctrine d'exclusion, fondée sur le rejet du droit du sol qui est pourtant essentiel dans la conception française de la nation. Tout en continuant de refuser les postures de l'antifascisme, nous ne participerons pas au mouvement qui se porte vers les listes frontistes.

Hostiles à l'évolution oligarchique de l'Union européenne et à la « monnaie unique » dès avant sa création, hostiles à l'accord transatlantique en cours de négociation, nous avons décidé lors de notre 33e Congrès de conseiller le vote en faveur des listes présentées par *Debout la République*, qui dénonce ces mêmes errements et ces mêmes démissions.

La campagne des européennes ne sera qu'une étape dans un combat qui ne saurait se réduire à la contestation radicale de ce qui est. Nous militons pour la reconstruction de l'économie française dans un cadre national raisonnablement protégé. Il nous faut une politique industrielle à nouveau soigneusement planifiée, soutenue par un secteur bancaire intégralement nationalisé et rendue cohérente par la nationalisation des secteurs clés. C'est à partir d'une économie solide et dynamique que nous pourrions envisager la refondation de l'Union européenne sous la forme d'une confédération de tous les États de notre continent.

Bertrand RENOUVIN